



UNION DES COMORES

Unité - solidarité - développement

**VICE-PRESIDENCE EN CHARGE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE,
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME**

**TERMES DE REFERENCE: EXPERT EN DEVELOPPEMENT D'UN PORTAIL DE PARTAGE
DE DONNEES ET D'INFORMATION GEO-REFERENCEES**

Pour le projet:

**"RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR LA
RESTAURATION DES BASSINS VERSANTS ET DES FORETS ET L'ADAPTATION DES
MOYENS DE SUBSISTANCE"**

Financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM)

1. CONTEXTE GENERAL

L'Union des Comores est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques et cette vulnérabilité intensifie les contraintes économiques, politiques et humanitaires que connaît déjà le pays et réduit considérablement sa capacité d'éliminer l'extrême pauvreté. Les couches les plus pauvres de la société seront les plus gravement touchées par ces phénomènes car ce sont eux qui sont les moins en mesure de s'y adapter. Des interventions systématiques seront requises à tous les niveaux (régional, national, local) de planification et de mise en œuvre des actions de développement pour éviter une inversion des quelques progrès obtenus en matière de développement.

Le pays a identifié ses principales vulnérabilités face au changement climatique et défini des mesures d'adaptation prioritaires contenu dans son Programme d'Actions National pour l'Adaptation (PANA). L'examen de la situation fait ressortir les constats suivants : i) les initiatives d'adaptation actuellement en cours sont d'ampleur et de portée limitées et leurs impacts ne sont ni cohérents ni durables; ii) ses capacités, relations, politiques et pratiques institutionnelles en matière d'évaluation et de gestion des risques liés au changement climatique ne sont pas suffisamment développées pour créer un environnement porteur où des leaders politiques et sociaux appuient la formulation et l'application de solutions efficaces à un problème à répercussions multisectorielles complexes; iii) la connaissance limitée des politiques et mesures d'adaptation les plus appropriées empêche le pays de se préparer et de se doter des capacités institutionnelles requises pour appuyer une bonne gestion des risques liés aux changements climatiques; iv) le nombre limité d'options de financement disponibles pour soutenir des initiatives d'adaptation de grande envergure constitue un obstacle au renforcement des capacités institutionnelles et techniques requises.

Dans le cadre de son projet intitulé « **Renforcer la résilience à travers les bassins versants, les forêts, et les modes de subsistance adaptés** », financé par le Fonds Mondial de l'Environnement et exécuté conjointement par le PNUE, le pays veut prendre en compte les risques et opportunités liés au changement climatique dans ses processus de développement afin d'éviter la perte des acquis du développement dans un contexte climatique en évolution.

2. BREVE DESCRIPTION DU PROJET :



Le projet renforcera la résilience des communautés comoriennes au changement climatique grâce à la réhabilitation des bassins versants dégradés. Le projet développera également la capacité technique et institutionnelle des parties prenantes pour la gestion durable des forêts et des bassins hydrographiques en tant que stratégie d'adaptation aux niveaux national et local.

Pour assurer la durabilité à long terme de la réhabilitation des bassins hydrographiques, le projet favorisera le développement de moyens de subsistance alternatifs et durables dans les zones rurales qui contribueront à assurer des moyens de subsistance diversifiés et résilients ayant un impact minimal sur les services éco systémiques. Grâce à ces interventions, le projet aboutira aux résultats suivants:

- Renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour la gestion intégrée des bassins hydrographiques intégrés aux niveaux national et local ;
- Les bassins hydrographiques réhabilités et gérés de manière durable et les sous-bassins versants dans les zones du projet ; et
- Une gamme diversifiée de stratégies de moyens de subsistance résilientes déployées par les communautés dans les domaines du projet.

Les interventions du projet auront lieu au niveau national ainsi que sur chaque île de l'Union, chaque site représentant un bassin hydrographique, composé de plusieurs villages (cinq dans chaque bassin hydrographique participeront au projet):

- L'île de Grande Comore (Ngazidja): les villages de Mdjoiezi, Mkazi, Nvouni (Mvouni), Pvanadjou (Vanadjou) et Bahani sont situés dans la zone centrale de l'île dans le bassin hydrographique de Séréhini réunissant trois régions impliquées dans l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'artisanat et Le commerce à savoir: - Région de Bambao, où se trouve la capitale de l'Union des Comores, Moroni, - Région Hambou et - Région d'Itsandra.
- L'île d'Anjouan (Nzwani): les villages de Daji (Dagi), Kiyu, Komoni, Mremani et Adda sont situés dans le bassin hydrographique de Nyumakele dans la région de Mremani (zone sud de l'île).
- L'île de Mohéli (Mwali): les villages de Siri-Ziroudani, Wanani (Ouanani), Hagnamouda, Hamavouna et Itsamia sont situés dans le bassin versant de Mibani dans la région de Djando (zone sud de l'île).

Parmi les activités prioritaires figurent le développement des outils de gestion et de suivi des bassins versants. Dans le cadre de cette prestation, le Consultant National sera en charge de mettre en place un portail en ligne de partage des données géo-référencées sur la distribution et la composition des forêts, et des bassins versants. Ce portail doit être facile d'accès et d'utilisation pour permettre aux institutions gouvernementales appropriées (notamment la Direction de l'Environnement et des Forêts, et la Direction de l'Eau) qui seront en charge de mettre à jour continuellement le Système d'Information Géo-Référencé des forêts et bassins versants des Comores en intégrant les nouvelles données recueillies sur le terrain par les agents d'extension ou – à travers un processus participatif – par les communautés locales. Le Consultant National travaillera en collaboration avec un Consultant en Systèmes d'Information Géographiques et sous la supervision d'un Consultant International spécialisé dans la gestion intégrée des bassins versants (CI-GIBV) face au changement climatique.

3. DESCRIPTION DES TACHES

Sous la supervision du CI-GIBV, le consultant réalisera les tâches suivantes pour la mise en place du portail de partage de données et d'information:

1. Faire l'inventaire des sites web, plateformes et autres systèmes de partage d'information géographiques qui existent dans le pays et les pays voisins, évaluer leur fonctionnement et en tirer les leçons correspondantes, et identifier les manques et faiblesses.



2. Identifier – en collaboration avec le CI-GIBV, le CN-SIG et l'équipe du projet – les institutions d'ancrage du Système d'Information Géo-référencé et les différentes modalités d'accès des institutions.
3. Développer – en se basant sur l'existant – un portail en ligne qui permette de rendre les données, les informations et les produits du Système d'Information Géo-Référencé facilement accessibles (visualisation et téléchargement) et utilisables aux institutions partenaires. Ce portail devra offrir une navigation simple au sein des informations disponibles et contenir un système simple d'intégration de données complémentaires ou mises à jour par les agents identifiés comme administrateurs de la base de données.
4. Contribuer au développement de la stratégie de maintien du Système d'Information Géo-référencé et du portail en ligne au-delà du projet.
5. Former un ou plusieurs techniciens de la VP-MAPEATU dans le maintien du portail.
6. Former les institutions identifiées dans l'utilisation du portail.

4. DUREE DU CONTRAT

Le consultant devra proposer le nombre de jours nécessaires à la réalisation des tâches susmentionnées. La réalisation du contrat s'étendra sur la période du 15 Janvier – 30 Avril 2018.

5. LIVRABLES ATTENDUS

- i. **Rapport méthodologique** en Français détaillant la méthodologie de mise en œuvre des activités et le plan de travail prévu pour la réalisation du contrat.
- ii. **Première version de rapport** en Français qui doit contenir au minimum l'information suivante :
 - Description de la méthodologie utilisée.
 - Processus de mise en place du portail.
 - Lignes directrices d'utilisation du portail.
 - Rapport des formations.
- iii. **Version finale du rapport** en Français qui adresse l'ensemble des commentaires de l'équipe du projet et des parties prenantes.

6. PLANNIFICATION DU TRAVAIL

Le consultant devra faire une proposition qui comprenne :

- l'analyse des documents et le développement de la méthodologie de mise en place du portail ;
- une ou deux missions de terrain ;
- la mise en place du portail ; et
- la rédaction du rapport et le processus de révision.

Une première ébauche du rapport devrait être complétée au plus tard le 31 Mars 2018. Un rapport final répondant à l'ensemble des commentaires devrait être soumis au plus tard le 30 Avril 2018.

7. CALENDRIER DE PAIEMENTS

Le paiement sera divisé selon le calendrier suivant et après réception des livrables dont la qualité est évaluée comme satisfaisante par l'équipe du projet:

- Paiement 1: 20% après la soumission du rapport initial.
- Paiement 2: 30% sur présentation du premier projet de rapport.



- Paiement 3: 50% sur présentation du rapport final.

Aucun coût supplémentaire ne sera réclamé. L'offre financière doit comprendre les honoraires et les coûts de déplacement.

8. COMPÉTENCES

La sélection des candidats sera basée sur les critères suivants:

- Diplôme de Maîtrise en Informatique.
- Un minimum de 10 ans d'expérience de travail pertinent.
- Expertise démontrée dans la mise en œuvre de systèmes en ligne de partage interactif d'information et données géo-référencées, et produits cartographiques, dans les pays en développement.
- Expérience dans le développement de systèmes de partage d'informations entre plusieurs institutions gouvernementales.
- Solides compétences interpersonnelles, de communication et de collaboration avec des professionnels de tous milieux.
- La maîtrise du français et des langues locales avec d'excellentes compétences en communication orale et écrite est une exigence.
- Disponibilité pour effectuer cette tâche dès que possible.

9. ROLE AND RESPONSIBILITIES

VP-MAPEATU aidera avec la logistique, fournira les documents de projet et sera le lien entre le consultant et les parties prenantes du projet. VP-MAPEATU appuiera également la mobilisation des personnes requises pour les entrevues. Le consultant sera chargé de guider l'ensemble du processus de collecte et analyse de données, et de prendre toutes les autres responsabilités spécifiques stipulées dans ses TdR.

La responsabilité finale de l'assurance de la qualité sera partagée entre le Coordonnateur National du Projet, le Conseiller Technique et les parties prenantes sélectionnés par l'équipe du projet.

10. PROCÉDURE DE SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les personnes souhaitant postuler doivent inclure dans leur application les éléments suivants:

- Proposition technique : compréhension et interprétation des TdR ; méthodologie prévue pour l'exécution des activités; calendrier de mise en œuvre des activités ; déclaration de capacité organisationnelle et personnelle ; expérience pertinente liée à la mission ; et références.
- Proposition financière (y compris les honoraires et les coûts de déplacement).
- Lettre de motivation.
- Curriculum vitae.

11. DEPOT

Le dossier de candidature sera déposé avant **Jeudi 30 Novembre 2017 – 23h (GMT +3)** à la Direction Général de l'Environnement et des Forêts à l'Union des Comores ou à l'adresse email :

projet.gibv.comores@gmail.com / secretariatdgef@gmail.com